“La braise cachée”

Mustapha Harzoune

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/1594>

DOI : 10.4000/hommesmigrations.1594

ISSN : 2262-3353

Éditeur

Musée national de l'histoire de l'immigration

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2012

Pagination : 144-150

ISSN : 1142-852X

Référence électronique

Mustapha Harzoune, « “La braise cachée” », *Hommes & migrations* [En ligne], 1298 | 2012, mis en ligne le 29 mai 2013, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/1594> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/hommesmigrations.1594>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

Tous droits réservés

“La braise cachée”

Mustapha Harzoune

- 1 Ralf H. W. Gruenert, délégué général du HCR en Algérie, rappelle dans El Watan (23 juin 2012) que “l’Algérie est au cœur de flux migratoires que l’on nomme ‘mixtes’. Le continent africain est à la fois le théâtre d’afflux massifs de réfugiés, de déplacements forcés de populations et de mouvements de personnes en quête d’un avenir meilleur”. Il pointe une nouveauté et la nécessité d’une évolution juridique dans le pays : “Parce que l’Algérie a longtemps représenté une étape de transit de ces flux, à l’instar des autres pays d’Afrique du Nord, les réfugiés et les demandeurs d’asile subsahariens arrivant en Algérie sont souvent perçus comme migrants clandestins. Il serait à ce titre souhaitable que l’Algérie se dote d’un dispositif juridique plus adéquat, permettant un traitement différencié tenant compte des éventuels besoins de protection que pourraient avoir certains arrivants.” D’autant plus que le pays “a été confronté à des arrivées massives de réfugiés libyens, tunisiens, égyptiens et syriens suite aux graves troubles politiques ayant ébranlé leurs pays respectifs...”
- 2 Il y aurait quelques “141” réfugiés relevant du seul HCR en Algérie – des “Congolais Brazzaville et RDC, Camerounais, Ivoiriens, Palestiniens, Irakiens, Somaliens, Tchadiens, Centrafricains, etc.” – et “1209 demandeurs d’asile (Camerounais, Ivoiriens, Maliens, Soudanais, Congolais, Tchadiens, Syriens, Libyens, Palestiniens, etc.)”. Il faut ajouter les “90 000 réfugiés sahraouis assistés par l’UNHCR”.
- 3 Cette confusion entre réfugiés et clandestins, entre demandeurs d’asile et migrants en transit – notamment quand ils arrivent de l’Afrique subsaharienne –, permet d’évoquer d’autres besoins et évolutions. En effet, inquiétudes, peurs, xénophobies..., ces vieilles ficelles expérimentées en Europe, notamment dans les années trente, semblent rempiler de l’autre côté de la Méditerranée. Selon El Watan du 8 mai, “l’immigration clandestine est un phénomène qui se développe d’une façon fulgurante en Algérie. Le séminaire national placé sous le thème ‘Statut des étrangers en Algérie, politique sécuritaire et liberté de circulation’, organisé les 25 et 26 avril derniers par l’université de Ouargla, s’est penché sur ce phénomène, boosté récemment par l’instabilité que connaissent plusieurs pays voisins. (...) Selon de nombreux intervenants, l’Algérie qui était auparavant un territoire de transit vers l’Europe est devenue désormais un pays

où presque 70 % des immigrants clandestins se fixent de manière définitive. ‘Ce fait est dû en grande partie à la rigidité de la législation sur l’immigration dans l’espace de l’Union européenne et à la crise financière mondiale qui a mis la majorité des pays occidentaux dans une situation de récession’, dira l’un des conférenciers. Ces immigrés, qui sont de diverses origines (Afrique, Asie, pays arabes...), font tout pour s’installer en Algérie en y exerçant de petits boulots sur des chantiers de construction ou dans le secteur agricole, ajoute-t-il.”

Entre sirène et pipeau

- 4 El Watan cite un “un officier, représentant le groupement régional de la gendarmerie nationale”, qui “a rappelé que l’immigration clandestine constitue une ‘véritable menace pour la sécurité publique de l’Algérie, tant il est vrai que la connexion entre ce phénomène et le trafic de drogue, la contrebande, les réseaux de fausse monnaie et de falsification de documents est largement établie.” L’intervenant a indiqué également qu’en plus des activités illégales en tous genres, ces immigrés sont la proie de maladies graves et contagieuses dues à la prostitution clandestine et au manque d’hygiène. À partir des différents pays africains, ils fuient la misère, la sécheresse et le climat d’instabilité qui y sévissent. Ils privilégient les wilayas situées au niveau des frontières sud et ouest du pays, à l’instar d’Adrar, Illizi, Tlemcen et Tamanrasset. Quant aux migrants chinois, leur nombre est en nette croissance ces dernières années. Quelque 26 % des ressortissants chinois se fixent en Algérie et ne retournent pas chez eux après expiration de leur titre de séjour et leur contrat de travail.” Enfin, s’appuyant sur les chiffres de la gendarmerie nationale, le quotidien écrit: “le constat est alarmant”, d’autant que le nombre des “interceptés” “dénote une tendance à la hausse représentant une moyenne de 5 000 interpellations”. Trafics en tout genre, délinquance, danger sanitaire, concurrence sur le marché du travail, invasion... Voilà qui devrait réveiller quelques (mauvais) souvenirs à l’immigration algérienne et rappelle qu’il ne fait pas bon non plus être soudanais ou érythréens en Israël aujourd’hui (Ha’aretz via courrierinternational.com, 12 juin, ou Le Point.fr, 19 juin). Certains journalistes font mumuse avec de la dynamite. En France, le philosophe Alain Badiou invite à se méfier des intellectuels (Le Monde, 5 mai). À tout le moins du “racisme” de certains. Pour les besoins de sa démonstration, il rappelle qu’en matière de politique d’immigration, “la succession des lois restrictives, attaquant, sous prétexte d’étrangeté, la liberté et l’égalité de millions de gens qui vivent et travaillent ici, n’est pas l’œuvre de ‘populistes’ déchaînés”. Et de citer la “continuité” des politiques menées entre Pasqua et Jospin ou, sur “les régularisations de sans-papiers”, entre Sarkozy et Hollande. “C’est cet encouragement obstiné de l’État dans la vilenie qui façonne l’opinion réactive et raciste, et non l’inverse.” “En vérité, ce sont des intellectuels qui ont inventé la violence antipopulaire, singulièrement dirigée contre les jeunes des grandes villes, qui est le vrai secret de l’islamophobie. Et ce sont les gouvernements, incapables de bâtir une société de paix civile et de justice, qui ont livré les étrangers, et d’abord les ouvriers arabes et leurs familles, en pâture à des clientèles électorales désorientées et craintives. Comme toujours, l’idée, fût-elle criminelle, précède le pouvoir, qui à son tour façonne l’opinion dont il a besoin. L’intellectuel, fût-il déplorable, précède le ministre, qui construit ses suiveurs.” Le raisonnement vaudrait-il pour l’Algérie ?

- 5 Si les “clandestins” peuvent être présentés comme une “menace”, la presse algérienne ne sert plus la même petite musique quand il s’agit des harragas algériens. Pour parler des malheureux qui passent par le Maroc, elle préfère entamer un air de pipeau. Le ton du journaliste algérien n’est guère chaleureux pour ses voisins : “Le phénomène de l’immigration clandestine n’épargne pas nos nationaux, lesquels, au même titre que les Subsahariens, endurent les geôles marocaines. Ainsi, selon une enquête menée auprès de clandestins qui ont été refoulés, environ 250 clandestins, dont 80 mineurs (...), croupissent dans les geôles de Sa Majesté en endurant les pires des supplices dans des conditions des plus inhumaines.” Il poursuit : “Leur aventure commence à la frontière algéro-marocaine où ces candidats à l’exil sont pris en charge, moyennant 3 000 DA, par des passeurs algériens qui les confient, tel du bétail, à leurs acolytes marocains au niveau de la frontière. (...) Durant ce périple, les clandestins algériens qui tombent dans les filets des services de sécurité subissent des supplices avant d’être refoulés. D’après des témoignages recueillis auprès de 35 Algériens refoulés (...) la majorité de leurs concitoyens interpellés se trouvent dans les commissariats de Tétouan, Nador, Oujda et Berkane. (...) Ces clandestins passent en moyenne 20 à 25 jours en prison avant d’être présentés devant le procureur du roi qui décide l’expulsion ou la détention. Le sourire aux lèvres, Salim, d’Oran, ne cache pas sa joie de se retrouver dans un commissariat algérien. ‘Le comportement de nos policiers vis-à-vis des clandestins est bien meilleur à tout point de vue par rapport à leurs collègues marocains. Ils sont simplement inhumains là-bas.’ Il ajoute : ‘Ils nous entassent jusqu’à 20 personnes dans une pièce qui est faite pour en contenir la moitié. En plus des conditions d’hygiène lamentables et des risques que peut engendrer la promiscuité surtout avec une forte présence de Subsahariens [sic], la nourriture était très sommaire, insuffisante et irrégulière (...)’.” Et Mohamed Ammami de terminer son papier par : “La majorité des clandestins algériens refoulés du sol marocain se montrent très enthousiastes une fois sur le sol national, non sans montrer une certaine solidarité vis-à-vis des amis de galère restés encore dans les geôles marocaines...” (Liberté, 20 mai).

Castagnettes et dineros : Olé !

- 6 Pendant que des Algériens qui cherchent à quitter le pays “ne [cacheraient] pas [leur] joie de se retrouver dans un commissariat algérien”, les Espagnols, eux, reviennent gaiement à Oran où ils “sont visibles, mangent et boivent bien, font des affaires et des restaurants, assurent des chantiers”. Il en est même un pour ouvrir une clinique en ophtalmologie : “Il y a une riche clientèle algérienne qui vient se faire soigner en Espagne. On a pensé à venir vers elle.” Ainsi, quelque “150” entreprises espagnoles assureraient les grands chantiers de la ville : le palais des Conventions, le tramway, la gestion de l’eau potable ou encore les engrais pour toute l’Oranie... “Du coup, les Espagnols sont plus visibles à Oran, dans ses rues, ses gargotes, ses bars et cabarets. (...) Bruyants, sociables, expansifs et amateurs de foot, ils ont fini par conquérir de l’espace dans la ville et chez ses habitants.” Si les Français “craignent les réactions post-coloniales ou préfèrent les bunkers de la prudence, les [Espagnols] envahissent les rues. Ce sont des expatriés sans passifs coloniaux et sans histoire commune polémique : ni demandes d’excuses, ni ‘colonisation positive’. Juste des affaires. À cela s’ajoutent un peu ces exubérances dites ‘méditerranéennes’ et le sens de la fiesta.” Résultat : les cours d’espagnol du Centre culturel espagnol seraient plus prisés que ceux de français de l’Institut français. “C’est la mode mais aussi le sens des opportunités.” Il n’y aurait

pas que le Real de Madrid ou le Barça pour faire rêver la jeunesse oranaise. “Les mariages, les concubinages et les histoires d’amour sont nombreuses. Surtout entre jeunes filles ambitieuses et vieux Espagnols venus chercher l’argent et la seconde vie de la libido et du cœur.” “Dans les cabarets d’Oran, poursuit le journaliste Kamel Daoud, ces étranges couples 18-50 ans sont visibles. Cela se termine parfois par un mariage en Algérie, avec un divorce en Espagne ou une IVG.”

- 7 Il faut dire que les Espagnols à Oran, c’est une vieille histoire. “Le parler oranais possède un répertoire important de mots et vocables espagnols en usage aujourd’hui encore : pour désigner des plats, des poissons, ou des quartiers entiers de la vieille ville, comme la Calère, du côté de Sidi El Houari, ou les Planteurs.” Et l’auteur de rappeler que sur les quelque 900 000 pieds-noirs qui débarquent en France en 1962, “400 000 personnes sont originaires d’Espagne (Espagnols ou descendants) et près de 300 000 viennent de la seule Oranie”. Rien moins ! Ainsi, “les Espagnols viennent et reviennent à Oran, de plus en plus nombreux. Les Algériens vont en Espagne, par visa ou en chaloupes, de plus en plus souvent. Les affaires sont bonnes, les amours, l’histoire et le bon voisinage aussi” (SlateAfrique.com, 7 juin).

L’enjeu financier et politique des “émigrés”

- 8 À propos de dinero, citant un rapport récent de la Banque mondiale, Hocine Zeghib, coordinateur des programmes du Grand Maghreb et de l’Afrique sahélienne, rappelle (El Watan, 21 mai) “que l’envoi de fonds par les migrants, par un canal légal, a quadruplé en 10 ans, passant à près de 40 milliards de dollars en 2010. Ces envois se répartissent de façon quasi égale entre l’Afrique subsaharienne et l’Afrique du Nord, soit respectivement 21,5 milliards et 18,2 milliards”, soit “3,7 % du PIB de l’Afrique subsaharienne et 3,3 % de l’Afrique du Nord. Dans les deux cas, ces envois de fonds sont largement supérieurs à l’aide officielle reçue. Les deux pays d’Afrique du Nord qui bénéficient le plus de ces envois sont l’Égypte, puis le Maroc qui, à eux deux, reçoivent les trois quarts des envois. Viennent ensuite l’Algérie et la Tunisie qui se partagent le quart restant, soit environ 4,5 milliards de dollars.” Et encore ne s’agit-il ici que des flux légaux, il faudrait ajouter les circuits informels, les transferts sous forme de biens de consommation ou de petit équipement... Reste que les volumes des transferts seraient en baisse ces dernières années, notamment en direction de l’Afrique du Nord, “où les flux ont chuté de 11,1 % en 2009 pour amorcer une légère hausse en 2010. L’Égypte a accusé une chute de 18 % et le Maroc une baisse de 9 %.” L’explication n’est pas un mystère : si les transferts des fonds en direction de l’Afrique subsaharienne sont diversifiés quant à leur provenance, “les migrants d’Afrique du Nord sont implantés, pour l’essentiel, en Europe occidentale, d’où proviennent 54 % des fonds” (pour 27 % en provenance des pays du Golfe, et 5 % des États-Unis). Or “l’Europe traverse la crise financière que nous connaissons, ce qui n’est pas sans conséquence sur la capacité d’épargne des migrants et donc sur les envois de fonds qu’ils réalisent”.
- 9 L’immigration a toujours représenté une formidable cagnotte pour les pays d’origine. Lors d’une manifestation organisée dans le cadre du cinquantième anniversaire de l’indépendance de l’Algérie rendant hommage à Omar Boudaoud, l’ancien responsable de la Fédération de France du FLN de 1957 à 1959 rappela les “trois directives” qu’il reçut pour mission : “Contrôler toute l’immigration algérienne, renflouer les caisses du FLN et mener une lutte armée.” Ali Haroun, autre responsable de la Fédération, précisa

“que 80 % du budget de fonctionnement du GPRA provenaient des cotisations de l’immigration algérienne” (Liberté, 31 mai). L’immigration algérienne, en France et ailleurs, pourrait redevenir, pour Alger, un enjeu à ne plus négliger – comme ce fut le cas ces quelque vingt dernières années. Aïssa Kadri, directeur de l’Institut Maghreb-Europe et chercheur spécialiste des immigrations, s’interroge : “Que peuvent faire les autorités algériennes ? Comment le pays peut-il bénéficier de l’expertise de ses diasporas ? Du côté des autorités, c’est un peu la prière de l’absent. Les différents ministres, qui ont été en charge de ce qui est qualifié – et les présupposés sont clairs quant à la volonté de contrôle – ‘la communauté nationale à l’étranger’, ont toujours joué la carte de l’affichage médiatique et celle de l’effet d’annonce à travers des réunions – zerdates – sans résultats tangibles autres que ceux des agitations qui les entourent. Tout se passe comme si ce qui intéresse réellement les autorités, c’est, au-delà du battage médiatique qui mousse certains, comment reprendre la main sur une immigration qui s’est largement émancipée des cadres bureaucratiques exclusivistes du parti-État depuis le mouvement social de 1988 et l’effondrement subséquent de l’Amicale des Algériens en France. Preuve en est la démarche de l’actuel ministre qui a d’abord, de crainte de ne pas maîtriser le fonctionnement (...) du conseil consultatif prévu pour organiser l’immigration algérienne, gelé le décret qui devait le mettre en place, décret promulgué par ailleurs. Il y a ensuite l’agenda de ce qui est pensé comme processus rigoureux de mobilisation où ce sont les instances de représentation religieuse qui ont été privilégiées en premier lieu dans le processus dit de concertation, au détriment du mouvement associatif pluriel et dynamique issu des nouvelles générations de l’immigration algérienne” (El Watan, 21 mai).

Sous le signe de la “réconciliation”

- 10 “Assumons enfin, et c’est le plus difficile, notre histoire, même quand elle est douloureuse. J’ai la conviction que la clé d’une nouvelle politique arabe de la France, c’est une nouvelle relation de la France et de l’Algérie fondée sur une réconciliation historique comme nous l’avons fait avec l’Allemagne. L’Algérie semble immobile. Elle se débat avec la mémoire de ses passés, de son indépendance, de sa guerre civile meurtrière. Soyons au rendez-vous de la réconciliation”, dicit Dominique de Villepin (Le Monde, 28 juin).
- 11 À propos de réconciliation, il faut saluer l’entrée le 14 juin dernier d’Amin Maalouf à l’Académie française. Dans son discours d’éloge à Claude Lévi-Strauss, l’écrivain âgé de 63 ans prononça ces mots : “Aujourd’hui, ‘un mur s’élève en Méditerranée entre les univers culturels dont je me réclame’. Ce mur, ‘mon ambition est de contribuer à le démolir. Telle a toujours été ma raison de vivre, d’écrire, et je la poursuivrai au sein de votre compagnie. Sous le regard lucide de Lévi-Strauss’. C’est le benjamin de l’Académie française, l’écrivain-diplomate Jean-Christophe Rufin, ami d’Amin Maalouf depuis 25 ans, qui a répondu au nouvel immortel : ‘Entrez ici avec vos noms, vos langues, vos croyances, vos fureurs, vos égarements, votre encre, votre sang, votre exil’, a-t-il conclu avec émotion”(Le Monde, 17 juin). Le 8 mai, histoire de réconcilier la France avec elle-même, Libération donne à lire un Manifeste pour un musée des histoires coloniales signé par Pascal Blanchard, Nicolas Bancel, Françoise Vergès et Marc Cheb Sun, rejoints entre autres par Esther Benbassa, Patrick Chamoiseau, Catherine Coquery-

Vidrovitch, Didier Daeninckx, Driss el-Yazami, Benoît Falaize, Éric Fassin, Bariza Khiari, Olivier Poivre d'Arvor, Benjamin Stora, Yazid Sabeg et Christiane Taubira.

- 12 Ces “histoires coloniales” rassembleraient, pêle-mêle, “les mots et les représentations des ‘peuples autochtones’, des esclaves, des colons, des travailleurs migrants dans les colonies, des travailleurs immigrés et de leurs enfants dans l’Hexagone, des anciens combattants, des supplétifs des armées coloniales, des harkis, des rapatriés, des bagnards aux colonies, des nouveaux migrants...”. Ce lieu serait “innovant et nécessaire”, “exemplaire” aussi, selon une formule qui fleure bon le romantisme des premiers élans. “Un lieu unique” enfin – le tout en un des rapports que la France entretient depuis quatre siècles avec le reste du monde – pour en finir, selon les signataires, avec une “approche par ‘communauté’ et par territoire”, “la fragmentation et la segmentation des récits”, et “bâtir une histoire commune”, qui tienne compte de “la complexité et [de] la dimension plurielle de l’histoire de France”.
- 13 Nouvelle majorité politique oblige, les signataires se tournent vers les nouveaux responsables du pays : ce “lieu unique dans l’univers muséal européen”, ce “musée du XXI^e siècle”, “sera le grand projet culturel, à n’en pas douter, des prochaines années, du prochain quinquennat”. Il s’agit bien de réconciliation nationale : “Nous ne parlons pas d’un passé révolu mais de notre présent, celui d’une société plurielle appelée à forger en commun son avenir.” Pourtant, le ton “polémique” de l’appel jeta une ombre non sur la volonté mais sur la capacité de rassemblement. Ainsi, selon les rédacteurs, ce “lieu des mémoires de la France (...) pourrait également renouveler le projet ‘Maison de l’histoire de France’, encore en réflexion sur ses contenus et ses objectifs, repenser la Cité de l’immigration qui semble ne plus avoir de perspectives et n’est pas un acteur du présent”. Ce ton déplut à Étienne François et Donald Sassoon, historiens, membres du comité d’orientation scientifique de la Maison de l’histoire de France, qui se fendirent, dans *Le Monde* du 19 juin, d’une tribune dans laquelle ils précisèrent que “nous nous garderons bien de répondre sur le ton de la polémique auquel ils se sont crus obligés d’avoir recours”. Après un petit rappel des “polémiques” – parfois les mêmes que celles qui se font entendre ici – qui ont entouré en Allemagne “le lancement (lui aussi politique) du projet de Musée historique allemand en 1987”, les auteurs concluent que “le Musée historique allemand est une institution bien en place, qui attire à elle un million de visiteurs par an (dont un tiers d’étrangers), tandis que la plupart des inquiétudes exprimées au moment de sa création ont été démenties par les faits”. “Une autre voie est possible”, nous dit-on, après avoir rejeté notre projet comme nul et non avenu. Mais laquelle ? Prompts à dénoncer tout ce qui a été réalisé jusqu’ici, nos détracteurs se gardent bien de dire ce qu’ils veulent mettre à sa place. Débattons donc ensemble, largement, franchement, de manière ouverte et critique, pièces en mains et sans nous replier sur le ‘pré carré’. L’histoire, mais aussi le rapport que tous ceux qui habitent en France et hors de France entretiennent avec son passé, n’auront qu’à y gagner.”
- 14 Deux informations culturelles montrent que côté réconciliation, si un lieu “unique” ne sera pas de trop pour calmer les logiques de “fragmentation”, il pourrait être par trop exigü pour contenir toutes les clameurs – et rendre justice à toutes les migrations. El Moudjahid (27 mai) rend compte du dernier film de Rachid Djaïdani, *Rengaine*, sélectionné à la Quinzaine des réalisateurs à Cannes, où, selon le quotidien algérien, “il dénonce le racisme communautaire”. “Dans *Rengaine*, (...) il expose le racisme entre un Africain du Nord et un Africain du Sud. Entre Arabe et Noir. L’histoire se déroule durant

le mois sacré de Ramadan à Paris où une jeune Arabe d'origine algérienne, Sabrina (...), est liée depuis un an à Dorcy, un Français d'origine africaine. Ils s'aiment et veulent se marier. Mais voilà que le couple bute sur le refus de la famille de Sabrina, emmenée par l'aîné Slimane (...), qui n'accepte pas que sa sœur prenne comme époux un “black” qui plus est n'est pas musulman. Le cinéaste, qui a visiblement un problème avec ses racines identitaires, a montré que ce Slimane, qui fait tout pour empêcher sa sœur de ‘souiller’ sa race avec un Noir, cache à sa famille sa relation avec une juive.” “Un film dérangeant, explosif et surtout incisif sur le racisme entre communautés en France.”

- 15 Un mois plus tard, éclate l'affaire Sansal : “Boualem Sansal a obtenu cette année le Prix du roman arabe. Or, à la suite de son voyage en Israël du 13 au 17 mai pour la troisième édition du Festival international des écrivains à Jérusalem, dont il était l'invité d'honneur, le Conseil des ambassadeurs arabes qui ont créé ce prix à Paris a pris la décision, contre l'avis du jury, de ne pas le lui attribuer le 6 juin.” Dans Le Monde (16 juin), Hélé Béji, écrivaine, membre du jury du Prix du roman arabe, écrit avec lyrisme : “Et ce prix de la paix, on voudrait aujourd'hui le lui enlever ? À quel titre ? Au nom de quelle guerre ? De quelle haine ? De quelle peur ? De quelle religion ? De quelle raison d'État ? Les voyages que fait Boualem Sansal dans n'importe quel pays du monde sont le même voyage intérieur de celui qui va chercher au fond des tragédies brûlantes la braise cachée où les frères humains se reconnaissent, celle qui survivra, celle de la réconciliation et du pardon.” Ici ou ailleurs, toutes les bonnes volontés ne seront pas de trop pour rechercher, dans la nuit des vieilles peurs et des “fragmentations”, cette “braise cachée”.